

Question écrite n°70 - Sujet : Projet de la société Google Inc. d'étendre prochainement son service Street View au Grand-Duché de Luxembourg

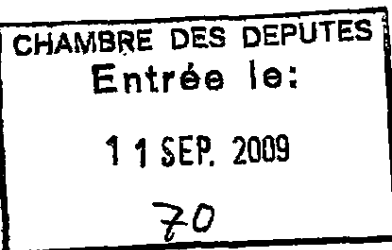
Auteur(s) : Monsieur Gilles Roth, Député

Destinataire(s) : Monsieur François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias

Date limite de réponse à la question : 11-11-2009

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
11-09-2009	Dépôt de la question	Document écrit de la question
24-09-2009	<p>Demande d'un délai et changement de destinataire(s) Ancien(s) destinataire(s) : Monsieur François Biltgen, Ministre de la Justice Nouveau(x) destinataire(s) : Monsieur François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias</p> <p>Le délai supplémentaire est accepté Ancienne date limite de réponse: 11-10-2009 Nouvelle date limite de réponse: 11-11-2009</p>	
29-09-2009	Réponse écrite de Monsieur François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias	Document écrit de la réponse



Monsieur Laurent Mosar
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 11 septembre 2009

Monsieur le Président,

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 80 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Monsieur le Ministre de la Justice concernant le projet de la société *Google Inc.* d'étendre prochainement son service *Street View* au Grand-Duché de Luxembourg.

Street View, est une application accessible depuis le service de cartographie *Google Maps* et permettant de visualiser des rues et des immeubles au niveau de l'œil. Cet outil est agrémenté d'un système de vision à 360°, avec des photos panoramiques. L'utilisateur a ainsi la sensation de pouvoir regarder la totalité de la rue, à l'aide des fonctions directionnelles. Depuis quelques jours, la société *Google Inc.* a rentamé la prise des photos du Luxembourg afin d'offrir des vues du Grand-Duché pour son service *Street View*. Or, selon mes informations, les personnes qui ne souhaitent pas que leurs propriétés immobilières soient photographiées par *Google Inc.*, peuvent faire recours contre cette démarche auprès d'un cabinet d'avocats, apparemment désigné par *Google Inc.*

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice :

- Monsieur le Ministre, peut-il m'indiquer les conditions qui ont été imposées à la société *Google Inc.* en matière de protection des données privées ? Ces conditions sont-elles actuellement respectées par la société en question ?
- Monsieur le Ministre, peut-il me confirmer qu'en dehors du cabinet d'avocats apparemment désigné par *Google Inc.*, des recours contre la publication des prises de vues peuvent être directement adressés à la Commission nationale pour la protection des données ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Gilles Roth
Député



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État
La Ministre aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 9 octobre 2009

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg

CHAMBRE DES DÉPUTÉS
Entrée le:

08 OCT. 2009

Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 247 - 82952

Réf.: 2009 - 2010 / 0070 - 04

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 0070 du 11 septembre 2009
de Monsieur le Député Gilles Roth.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias à la question parlementaire sous objet, concernant des informations recueillis auprès de la Commission Nationale pour la Protection des Données.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour la Ministre aux Relations
avec le Parlement

Daniel Andrich
Conseiller de Gouvernement 1^{er} classe



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Luxembourg, le 29 septembre 2009

Le Ministre des Communications et des Médias

Le Ministre aux Relations avec le Parlement SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 05 OCT, 2009	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Madame la Ministre
aux Relations avec le Parlement

Service Central de Législation
43 bd Roosevelt
L-2450 Luxembourg

Objet : Question parlementaire no 0070 de Monsieur le Député Gilles Roth.

Madame la Ministre,

Je vous prie de trouver ci-après la réponse à la question parlementaire sous rubrique.

Le Ministre des
Communications et des Médias

François Biltgen

Réponse de Monsieur François Biltgen, Ministre des Communications et des Médias, à la question parlementaire No 0070 de Monsieur le Député Gilles ROTH sur base des informations recueillies auprès de la Commission Nationale pour la Protection des Données (¹).

Quant à la première question :

La Commission Nationale pour la protection des données (CNPD) a suivi exactement la démarche harmonisée convenue après une concertation entre autorités nationales de protection des données des pays de l'Union européen et de l'Espace économique européen au sein du groupe de travail de l'article 29.

Les prises de vues à 360° opérées, le traitement et la mise en ligne par Google des photos sur son site Internet à travers lequel on peut naviguer à l'aide de la souris (avant, arrière, droite, gauche, haut, bas) ne sont pas considérés comme contraires au cadre légal de la protection des données à caractère personnel si un certain nombre de conditions précises sont remplies, à savoir :

- Annonce publique préalable des périodes de prises de vues avec indication des principales localités concernées ;
- « Floutage » soigneux des images préalablement à la mise en ligne sur Internet en vue d'éviter que des personnes ou leurs voitures n'apparaissent de façon à pouvoir être identifiées ;
- Instauration d'une procédure simple et gratuite permettant à tout un chacun de signaler des images où l'anonymisation des personnes ou d'objets pouvant être mis en relation avec elles n'étant pas suffisante ou sur lesquelles des situations gênantes sont en outre visibles ;
- Retrait ou retouchage appropriés de telles images rapidement après leur signalement à Google ;
- Respect du droit d'opposition des personnes concernées dans les conditions prévues par la loi ;
- Abstention de toute commercialisation ou transmission à des tiers des images ou de tout usage autre que pour le service « Street View ».
- Garantie de la confidentialité et de la sécurité des données à caractère personnelle dans toute la chaîne de production (des prises de vues à la mise en ligne sur Internet) et durée de la conservation des images

¹ La Commission Nationale pour la Protection des données est un établissement public indépendant créé par la loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

brutes (non encore retouchées, anonymisées) limitée au strict nécessaire.

La Commission nationale pour la protection des données a été contactée fin 2008 en vue de la mise en conformité de « Google Street View » avec la loi luxembourgeoise.

Après avoir notifié le traitement des données auprès de la CNPD à la mi-février 2009, Google Inc. (Mountain View, CA) a fourni peu à peu à cette dernière, les explications et assurances écrites nécessaires sur les points essentiels évoqués ci-dessus. À ce jour, la CNPD n'a pas eu connaissance de violations constatées des engagements pris par Google ; qui sont d' ailleurs les mêmes que ceux obtenus par les autorités de protection des données d'autres pays européens, notamment la RFA (à travers l'intervention du Datenschutzbeauftragter de Hambourg).

Quant à la deuxième question :

Il importe de préciser que le droit d'opposition doit être exercé auprès du responsable du traitement de données, à savoir en l'occurrence la société mère américaine Google Inc.

Les demandes individuelles peuvent être adressées directement et sans frais à son représentant à Luxembourg Me Gary Cywie que Google, n'ayant pas d'établissement au Grand-Duché, a dû désigner en vertu de la loi.

Pour faciliter les démarches des citoyens, la Commission Nationale pour la Protection des Données a publié une lettre-type sur son site Internet (www.cnpd.lu)

Ce n'est qu'en cas de non-respect des droits reconnus aux citoyens que ceux-ci peuvent saisir la Commission nationale pour qu'elle intervienne.

La CNPD suivra donc l'évolution de ce dossier, en particulier lors de la publication des vues du Grand-Duché au début 2010.

brutes (non encore retouchées, anonymisées) limitée au strict nécessaire.

La Commission nationale pour la protection des données a été contactée fin 2008 en vue de la mise en conformité de « Google Street View » avec la loi luxembourgeoise.

Après avoir notifié le traitement des données auprès de la CNPD à la mi-février 2009, Google Inc. (Mountain View, CA) a fourni peu à peu à cette dernière, les explications et assurances écrites nécessaires sur les points essentiels évoqués ci-dessus. À ce jour, la CNPD n'a pas eu connaissance de violations constatées des engagements pris par Google ; qui sont d'ailleurs les mêmes que ceux obtenus par les autorités de protection des données d'autres pays européens, notamment la RFA (à travers l'intervention du Datenschutzbeauftragter de Hambourg).

Quant à la deuxième question :

Il importe de préciser que le droit d'opposition doit être exercé auprès du responsable du traitement de données, à savoir en l'occurrence la société mère américaine Google Inc.

Les demandes individuelles peuvent être adressées directement et sans frais à son représentant à Luxembourg Me Gary Cywie que Google, n'ayant pas d'établissement au Grand-Duché, a dû désigner en vertu de la loi.

Pour faciliter les démarches des citoyens, la Commission Nationale pour la Protection des Données a publié une lettre-type sur son site Internet (www.cnpd.lu)

Ce n'est qu'en cas de non-respect des droits reconnus aux citoyens que ceux-ci peuvent saisir la Commission nationale pour qu'elle intervienne.

La CNPD suivra donc l'évolution de ce dossier, en particulier lors de la publication des vues du Grand-Duché au début 2010.